

Secrétariat général aux affaires de la Corse
Plateforme régionale achats de Corse

**ACCORD CADRE DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE ET DE
FOURNITURE DES ONDULEURS DU GROUPEMENT DE COMMANDE DE LA
PREFECTURE DE LA RÉGION CORSE 2026**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

(Articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique).

<p>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)</p>

Le présent cahier des clauses administratives particulières est complété d'une annexe :

+ Annexe 1 : conditions d'accès dans les sites de la police, de la gendarmerie et des centres de détentions de l'administration pénitentiaire

Article préliminaire - PARTIES A L'ACCORD-CADRE

Applicable à l'ensemble des documents du présent dossier de consultation.

Le pouvoir adjudicateur est l'État.

En application de l'article L 2113-6 du code de la commande publique, ce marché est passé par le secrétaire général pour les affaires de Corse pour le compte de services de l'Etat, d'établissement et des centres hospitaliers suivants, suite à la signature d'une convention constitutive de groupement de commande en date du 20 novembre 2025 :

- Le secrétariat général commun de Corse-du-Sud pour le compte de la préfecture de Corse-du-Sud, la sous-préfecture de Sartène, la DETSPP 2A, le SGAC;
- La DDT 2A
- La DLMC
- Le secrétariat général commun de Haute-Corse pour le compte de la préfecture de Haute-Corse, la sous-préfecture de Calvi, la sous-préfecture de Corte, la DDT 2B, la DETSPP 2B ;
- Le SGAMI (secrétariat général des administrations du ministère de l'intérieur);
- La police aux frontières (PAF) ;
- La DIPN 2A (police) ;
- La DIPN 2B (police) ;
- Le centre de formation de la police ;
- La sécurité civile (UIISC5) ;
- La base hélicoptère de Corse-du-Sud ;
- La base hélicoptère de Haute-Corse ;
- Le centre de déminage de Corse-du-Sud et de Haute-Corse ;
- La gendarmerie nationale ;
- La DRFIP de Corse (finances publiques);
- La DREETS de Corse (travail);
- La DREAL de Corse (environnement);
- La DRAAF et France Agrimer (agriculture);
- La DRAC de Corse (culture);
- La DDFIP de Haute-Corse (finances publiques);
- L'INSEE de Corse ;
- La direction régionale des douanes de Corse ;
- Le rectorat de Corse et DSDEN 2A
- La Cour d'appel de Bastia ;
- La Direction territoriale de protection de la jeunesse (DTPJJ) ;
- La Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) pour le centre pénitentiaire de Borgo ; Le centre de détention de Casabianda ; La maison d'arrêt d'Ajaccio ; les SPIP de Corse ;
- La chambre régionale des comptes ;
- La direction générale de l'aviation civile (DGAC 2A et 2B, et la DSAC) ;
- L'agence régionale de santé de Corse (ARS) ;
- Météo France 2A et 2B ;
- L'institut régional de l'administration (IRA) de Bastia ;
- Le CNFPT ;
- L'Université de Corte ;
- Le CROUS de Corse ;
- Le musée Bonaparte, Ajaccio.
- L'établissement public du commerce et de l'industrie de Corse (ex CCI)
- France Travail

Centres Hospitaliers :

- Le centre hospitalier de Castelluccio ;
- Le centre hospitalier Ajaccio-Miséricorde ;
- Le centre hospitalier de Bonifacio ;
- Le centre hospitalier de Sartène ;
- Le centre hospitalier de Corte-Tattone ;
- Le centre hospitalier de Calvi.

Le **représentant du pouvoir adjudicateur** chargé de coordonner la passation du marché est le secrétaire général pour les affaires de Corse. Il est chargé de signer et de notifier le marché, chaque service, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution et de son paiement.

Les **services bénéficiaires** sont les services déconcentrés et établissements de l'État, les centres hospitaliers concernés par le marché.

Le responsable de site est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services dans chacun des sites.

Le responsable de site est chargé de la gestion du présent marché, et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations, et en particulier la fiche d'intervention, émise conformément au programme annuel de maintenance préventive.

Le nom de la personne désignée parmi les services de l'État et des établissements coordonnés est communiqué en annexes 1 et 2 du CCTP.

Chacun des services bénéficiaires est responsable de la passation de la commande, du suivi d'exécution, de la gestion et de l'imputation des crédits, et du paiement des factures.

Le **titulaire du marché** est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché.

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET FORME DE LA PROCEDURE

1.1 Objet de l'accord-cadre

Cet accord-cadre porte sur la réalisation de prestations de maintenance (préventive et corrective) des onduleurs des bâtiments, salles réseaux/serveurs de services de l'Etat, d'établissements et de centres hospitaliers de Corse. Le marché inclut également la fourniture-installation de nouveau équipement et accessoires, la création, l'extension et la modification d'installation.

L'accord cadre comprend :

- La maintenance préventive des onduleurs et leurs périphériques ;
- La maintenance corrective des onduleurs et leurs périphériques ;
- L'extension/remplacement/création d'installation ;
- La fourniture d'onduleur.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1.2 Nature, forme de l'accord-cadre et procédure

1.2.1 Procédure

La procédure utilisée pour la passation de l'accord-cadre est un appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique

1.2.2 Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire, sans remise en concurrence et avec un montant maximum de 400 000 € HT/lot/an.

Le défaut de rattachement d'un ou plusieurs sites/services ne pourra donner lieu à aucune indemnité ni dédit.

S'agissant d'un accord cadre à bons de commande sans montant minimum, conformément à l'article R2162-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne sera engagé financièrement qu'une fois que les bons de commande de rattachement auront été émis par chaque service. Dans l'hypothèse où un ou des services n'émettra(en)t aucun bon de commande, le titulaire du marché ne pourra pas obtenir d'indemnisation.

1.3 Allotissement de l'accord-cadre

L'accord-cadre est composé de 2 lots:

Lot 1 : Maintenance et fourniture des onduleurs en Corse-du-Sud

Lot 2 : Maintenance et fourniture des onduleurs en Haute-Corse

Les candidats peuvent soumissionner à un seul lot, à plusieurs lots ou tous les lots.

1.4 Inventaire des équipements

La description et la spécification des équipements à maintenir pour chaque site sont celles décrites dans les annexes 1 et 2 du CCTP.

Les prix de la maintenance préventive sont forfaitaires. Il appartient donc aux entreprises de visiter les sites afin de vérifier que l'inventaire communiqué dans le marché est complet, ceci y compris pour les bâtiments/sites dont la visite n'est pas obligatoire. Le titulaire ne pourra donc pas réclamer de rémunération complémentaire au cas où les inventaires seraient incomplets, sauf erreur manifestement importante dans le descriptif des équipements.

ART. 2 –CLAUSE DE REEXAMEN

2.1 Rajout de sites/installation

Lorsque le rajout de site ou d'équipement ne peut s'effectuer par un bon de commande à partir des tarifs fixés aux postes E de l'acte d'engagement, le rajout de sites ou d'installations pourra s'effectuer dans le cadre d'une clause de réexamen de l'article R2194-1 du code de la commande publique.

Cette modification donnera lieu à une négociation des tarifs avec le titulaire sur la base de la moyenne des tarifs appliquée sur d'autres sites de configuration équivalente. Elle ne pourra pas porter sur plus de 10 sites par et par an et par lot.

2.2 Rajout de prestations au BPU

Dans le cadre de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le BPU du marché pourra être complété en cours d'exécution du marché afin de rajouter ou compléter certaines prestations à condition que ces modifications ne bouleversent pas l'économie générale du marché.

Chaque modification donnera lieu à une négociation des tarifs avec le titulaire. Elle ne pourra pas porter sur plus de 10 postes tarifaires par lot du BPU.

2.3 Défaillance d'un titulaire

Dans l'hypothèse où un des titulaires des deux lots serait défaillant lors de l'exécution du marché, certains sites ou tous les sites du lot défaillant pourront être confiés au titulaire de l'autre lot dans le cadre d'une clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord.

En ce cas, les tarifs seront, soit ceux du nouveau titulaire s'il avait remis une offre pour le lot défaillant, soit des tarifs négociés qui ne pourront pas dépasser de 15% le montant de l'offre du titulaire défaillant.

Dans l'hypothèse où les titulaires d'un des deux lots seraient défaillants lors de l'exécution du marché, les lots défaillants pourront être confiés au candidat dont l'offre est classée en 2^e position dans le cadre d'une clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord. En ce cas, les tarifs seront ceux de l'offre classée n° 2.

En cas de refus du candidat classé en 2^e position, les lots défaillants pourront être confiés au candidat classé en 3^e position sous réserve de son accord et ainsi jusqu'à ce que les lots soient acceptés par un des candidats du classement.

2.4 Défaillance d'un co-traitant

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Ces modifications ont pour cadre l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

ART. 3 - DUREE DE L'ACCORD CADRE ET PRISE D'EFFET

3.1 Durée de l'accord cadre

Le marché est passé pour une période ferme d'un an à compter de la date de démarrage fixée dans sa notification (date de démarrage : prévue au premier trimestre 2026).

3.2 Reconductions du marché

La reconduction est tacite. Elle est limitée à trois fois 12 mois. La durée totale du marché ne pourra dépasser 4 années.

La décision de non reconduction fait l'objet d'une notification aux titulaires au moins trois mois avant la date d'échéance du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et peuvent s'exécuter au-delà du terme de l'accord-cadre.

Le(s) titulaire(s) ne peut (vent) refuser la reconduction du marché.

En cas de non reconduction du marché celle-ci ne donne lieu à aucun dédommagement des titulaires.

3.3 Date de démarrage

La prise d'effet du marché sera fixée à sa date de notification prévue au premier semestre 2026.

Il est précisé que les sites listés aux annexes 1 et 2 du CCTP pourront intégrer le marché à des dates différentes en fonction de l'expiration de leurs contrats de maintenance respectifs. La facturation sera alors établie au prorata du nombre de mois de contrat.

L'offre remise par les candidats ne tiendra pas compte de ces dates d'intégration variables et sera établie pour une année civile entière pour l'ensemble des sites.

ART. 4 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Remarque : Tous ces documents sont transmis à titre confidentiel

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- Les actes d'engagement (A.E.) de chacun des deux lots et leurs annexes financières dont le BPU ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses 2 annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et son annexe ;
- l'imprimé « lettre de candidature » (formulaire DC1) relatif à la présente consultation ;
- l'imprimé « déclaration du candidat » (formulaire DC2) relatif à la présente consultation ;
- Le règlement de consultation et son annexe 1 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 01 avril 2021, publié au JORF n°00078 du 1er avril 2021 pour les prestations de maintenance et le CCAG travaux pour les grosses réparations/extensions/remplacement d'équipements.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le marché.

Le CCAG-FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre mais chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-des-clauses-administratives-generales>

ART. 5 - RATTACHEMENT AU MARCHE - EMISSION DES BONS DE COMMANDE

5.1 Modalités de rattachement au marché

Chaque site se rattachera au marché par l'émission d'un bon de commande de rattachement. Ce bon de commande de rattachement vaudra pour la durée du marché et toutes ses périodes de reconduction. Il s'agit d'un bon de commande juridique qui formalise le rattachement du site au marché, distinct du bon de commande Chorus qui est un document financier destiné à confirmer que les crédits sont bien disponibles.

Le défaut de rattachement d'un ou plusieurs sites ne pourra donner lieu à aucune indemnité ni dédit.

S'agissant d'un accord cadre à bons de commande sans montant minimum, conformément à l'article R2162-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne sera engagé financièrement qu'une fois que les bons de commande de rattachement auront été émis par chaque service. Dans l'hypothèse où un ou des services n'émettra(en)t aucun bon de commande, le titulaire du marché ne pourra pas obtenir d'indemnisation.

La date de démarrage des prestations forfaitaires de maintenance préventive est fixée dans le bon de commande de rattachement au marché, émis par chaque responsable de site.

5.2 Formalismes des commandes des prestations de maintenance corrective ou d'extension/remplacement/création d'installation

Ces prestations sont exécutées par bons de commande émis par chaque responsable de site à partir du devis établi par le titulaire (sauf lorsqu'il existe un tarif forfaitaire dans l'acte d'engagement pour la prestation), et comportant au minimum les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- la référence du marché ;
- la date de la commande ;
- le lieu d'intervention ;
- les délais ou date d'exécution de la prestation ;
- la désignation des articles ou prestations demandées ;
- le détail des prix indiquant le taux horaire de main d'œuvre, le montant unitaire de chaque pièce détachée **avec les références des postes figurant dans les annexes de l'acte d'engagement (B1 pour le taux horaire d'un technicien par exemple...)**;
- la référence du devis si réception d'un devis ;
- les quantités commandées ;
- le montant de la TVA ;
- le prix global HT et TTC ;
- le nom et adresse de facturation ;
- la signature de la personne responsable ;

Dans certains cas **exceptionnels d'urgence circonstanciée**, il est possible pour le titulaire du marché d'intervenir sur devis oral accepté par le responsable de site pour des interventions urgentes et que la réparation ait lieu sur le champ. Le compte rendu d'intervention précisant le montant de la réparation et son acceptation doit avoir été signé par le responsable du site. Dans tous les cas, le responsable du site peut refuser un devis oral. Le montant maximum de la réparation ne peut dépasser 500 € HT. Cette disposition ne s'applique pas pour tous les sites de la gendarmerie.

Les bons de commandes peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché, indépendamment de la durée d'exécution des prestations demandées, sous réserve du respect du principe d'accès à la commande publique.

ART 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 - Début d'exécution des prestations objet du marché

Les prestations forfaitaires de maintenance préventive annuelle sont exécutées conformément aux dates mentionnées sur le bon de commande de démarrage, émis par chaque responsable de site désigné.

6.2 Inventaire de départ / inventaire exhaustif (état des lieux)

L'inventaire de départ du matériel relevant du présent marché fait l'objet d'une liste sommaire, jointe en annexes 1 à 2 du CCTP.

Le titulaire aura un délai de 60 jours à compter de la réception du bon de commande de rattachement, pour ajuster la liste du matériel, et fournir à chaque responsable de site une liste exhaustive des

équipements présents dans le bâtiment le concernant (nombre et type de matériels, marques, caractéristiques techniques). **Ces réajustements ne pourront pas donner lieu à une modification des prix forfaitaires de la maintenance préventive, sauf oubli substantiel (+ de 15 % du montant de chaque site).**

6.3 Connaissance des lieux et des installations

Suite à l'inventaire exhaustif de départ validé par l'administration, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le C.C.A.P. et le C.C.T.P.

Tout le personnel intervenant dans le cadre du présent marché devra posséder la connaissance des installations et équipements mis en œuvre.

6.4 Adjonction d'équipements

Le représentant du pouvoir adjudicateur (plateforme régionale des achats / préfecture) signale par mail au titulaire du marché, toute adjonction d'équipements par rapport à l'inventaire de départ.

Le titulaire du marché prendra en charge les nouvelles installations dès leur réception, à laquelle il devra participer dès lors qu'il y aura été convié.

Les conditions financières de prise en charge des nouvelles installations seront réglées par un bon de commande sur la base des tarifs pour les équipements supplémentaires fixés dans le poste E de l'acte d'engagement et à défaut dans le cadre de la clause de réexamen (art. 2 du CCAP).

6.5 Retrait de site ou de matériel

Dans le cas où un service doit remplacer, renouveler ou supprimer une installation ou un site quelle qu'en soit la raison, prévisible ou non prévisible, le service se réserve le droit de résilier la maintenance préventive pour ledit site ou l'équipement à tout moment, avec un préavis de deux mois adressé par mail, sans indemnité.

Pour le forfait annuel de maintenance préventive, l'intégralité du montant annuel pourra être facturée par le titulaire si la visite annuelle préventive a déjà eu lieu.

6.6 Accès-consignes

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique.

Pour chaque établissement, avant la première intervention sur le site, le responsable de site peut remettre au titulaire un jeu de clés et badges permettant l'accès aux locaux contenant les équipements dont il doit assurer la maintenance. A la fin du marché, le titulaire restitue au responsable de site, les badges et les clés, y compris les copies qu'il aurait pu exécuter.

Dans l'hypothèse où la perte ou le vol d'une clé entraînerait, pour des motifs de sécurité, le remplacement d'un ensemble de fermetures, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le changement du système de fermeture.

Pour les travaux intéressant la sécurité pénitentiaire, le titulaire doit se conformer aux stipulations des 1 et 2 de l'article 7 du C.C.A.G. ainsi qu'à l'annexe 1 du présent CCAP.

Contrôle nominatif

Dans les 21 jours suivant la notification du bon de commande de rattachement du site, le titulaire fournit au responsable de site la liste nominative des personnels affectés à la réalisation des prestations.

Les agents de la société titulaire ou de ses sous-traitants ne pourront exercer leur activité dans les locaux désignés au marché qu'après agrément de la personne publique.

Celle-ci peut refuser d'agréer un agent sans avoir à en fournir les motifs. Le titulaire déclare régler les litiges trouvant leur source dans un refus d'agrément avec son personnel.

Le défaut d'agrément n'entraîne aucune conséquence sur le marché mais fait obligation au titulaire, dès notification de la décision, de remplacer les agents non agréés par d'autres qui le sont. A cet effet, le titulaire devra demander une autorisation d'accès pour chaque nouveau personnel affecté à l'exécution du marché.

La liste initiale ainsi que ses éventuels modificatifs comportent les renseignements suivants:

- nom, prénom(s),
- date et lieu de naissance,
- adresse personnelle complète et précise avec indication du code postal.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Pour les sites des ministères de l'intérieur et de la justice, le personnel du titulaire agréé pour intervenir sur site fera l'objet d'une enquête administrative.

Comportement du personnel

Le personnel du titulaire et de ses sous-traitants devra respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiquées par l'autorité militaire responsable des lieux.

L'administration se réserve le droit, sans qu'il puisse être réclamé d'indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Cette mesure est de portée générale et définitive : elle interdit au titulaire d'affecter l'agent à l'encontre duquel a été prise la mesure d'éviction, sur un autre site désigné au marché.

Contrôle des accès

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire, d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des agents n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

6.7 Secret professionnel – confidentialité

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il aurait pu recueillir pendant l'exécution de la prestation.

D'une façon générale, les agents du titulaire sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'activité du site tant vis-à-vis du personnel de ce dernier que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

6.8 -Responsabilité en cas de dommages

Tant que les matériels restent la propriété du titulaire, celui-ci dégage le pouvoir adjudicateur, sauf faute de ce dernier, de toute responsabilité à raison des dommages subis par les matériels du fait de toute cause autre que les explosions atomiques ou la radioactivité artificielle.

Le titulaire garantit aussi le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris le recours des voisins.

6.9 Indisponibilité

Un élément de matériel est déclaré indisponible lorsque, sans faute de l'administration et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif qui y est inclus, ou en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

Le titulaire doit informer la personne publique de la durée d'indisponibilité, s'il estime qu'il ne sera pas en mesure de remettre en état l'équipement à l'issue de son intervention. Il devra alors proposer des solutions alternatives, ou de remplacement s'il est nécessaire à la continuité de service de l'administration.

6.10 Lieux d'intervention et d'exécution

Les sites d'intervention sont définis dans les annexes du C.C.T.P. Cette liste est susceptible d'évoluer au cours du marché notamment en cas de suppression ou d'adjonction d'équipements.

Le titulaire maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

6.11 Connaissance des lieux et des installations

Suite à l'inventaire exhaustif de départ validé par l'administration, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le C.C.A.P. et le C.C.T.P.

Tout le personnel intervenant dans le cadre du présent marché devra posséder la connaissance des installations et équipements mis en œuvre.

6.12 Plan de prévention

Le titulaire devra fournir à chaque responsable de site, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise (et de ses cotraitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site.

6.13 Remise des équipements en fin de marché

En fin d'exécution du marché, le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal de fonctionnement.

Le titulaire assurera la réversibilité des données relatives à l'exécution du présent marché, notamment en permettant l'export selon un format standard (xls) des données relatives à la liste des équipements maintenus et au suivi de la maintenance des installations.

ART. 7 - CONTRÔLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Cette opération est effectuée soit par un référent technique du service bénéficiaire, soit par un prestataire en assistance à maîtrise d'ouvrage et mandaté par le service bénéficiaire. Le titulaire est tenu de mettre à disposition de la personne en charge des opérations de vérification tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle et son exécution dans les délais réglementaires.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive,
- l'état des installations,
- la qualité des rapports d'intervention,
- le temps de réactivité après une demande d'intervention et le délai d'intervention.

De plus, celui-ci assurera les conséquences financières de ce manquement. Si ces manquements constituent une faute, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 8. CONTENU DES PRIX ET REVISION DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

8.1 Prestations forfaitaires de maintenance préventive (poste A acte engagement)

Les prestations de maintenance préventive (poste A de l'acte d'engagement) sont rémunérées forfaitairement par site.

Le montant figurant au poste A de l'acte d'engagement pour chaque site correspond à la maintenance préventive de tous les équipements et leurs périphériques listés aux annexes 1 et 2 du CCTP.

La maintenance préventive est optionnelle dans tous les cas.

Ces prestations seront commandées par l'émission d'un bon de commande unique en démarrage de marché valable pour toute la durée du marché, y compris les périodes de reconduction.

8.2 Prestations de maintenance corrective, remplacement/extension/création d'équipements (postes B et C de l'acte d'engagement)

Ces prestations de maintenance corrective sont, soit à prix unitaires (poste B), soit à prix forfaitaires (poste C).

Ces prestations sont facturées :

- soit sur la base du tarif horaire figurant au poste B de l'acte d'engagement auquel est rajouté le montant des pièces détachées,
- soit pour certaines réparations sur la base du tarif forfaitaire figurant au poste C de l'acte d'engagement qui comprend la fourniture des pièces détachées, la main d'œuvre et les frais de déplacement.

Ces prestations seront commandées par l'émission d'un bon de commande pour chaque intervention/panne.

8.3 Les prestations de fourniture et d'installation d'onduleur neuf (poste D de l'acte d'engagement)

Ces prestations concernant la fourniture et l'installation d'onduleur neuf sont des prestations déclenchées par l'émission d'un bon de commande et exécutées sur la base de prix forfaitaires figurants aux postes D de l'acte d'engagement du marché.

Ces tarifs forfaitaires comprennent tous les frais de déplacement, de mise en marche, d'évacuation des emballages...

Ces prestations seront commandées par l'émission d'un bon de commande.

8.4 Les prestations de maintenance préventive d'équipements supplémentaires (poste E de l'acte d'engagement)

Ces prestations concernent le tarif annuel de la maintenance préventive pour d'éventuels équipements **supplémentaires** qui viendraient s'ajouter en cours d'exécution du marché. Ces tarifs ne correspondent pas forcément aux tarifs forfaitaires annoncés dans l'annexe A de l'acte d'engagement.

Ces prestations seront commandées par l'émission d'un bon de commande et facturées au prorata temporis en fonction de la date de démarrage des prestations.

ARTICLE 9. REVISION de PRIX

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat (mois zéro). La clause de variation des prix pourra être mise en œuvre en janvier de chaque année d'exécution du marché, à la demande du titulaire. **Son application n'est pas obligatoire.**

De manière exceptionnelle, la clause de variation des prix pourra être appliquée à la demande du titulaire en dehors du mois de janvier en cas d'augmentation de 10 points de l'indice de référence. Les prix des lots 1 et 2 tels que renseignés dans l'acte d'engagement peuvent être révisés avec effet le au mois de janvier de chaque année civile :

- Pour la maintenance préventive (poste A et E de l'acte d'engagement) et le tarif horaire technicien (poste B de l'acte d'engagement) sera utilisé l'indice trimestriel ICT (Coût horaire – Tertiaire) publié sur le site de l'INSEE « ICT: Indice de coût du travail – (base 100 en 2020) - valeur du dernier indice définitif connu à la date de révision - Identifiant INSEE : 010762001 », par application de la formule suivante : $P_n = P_o (I_n/I_o)$ selon les dispositions suivantes :

- P_n : prix révisé.
- P_o : prix des postes A, B et E
- I_o : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n (mois de la révision).

Après mise en œuvre de la formule, les prix révisés sont arrondis par excès ou par défaut au centime d'euro.

- Pour la fourniture ou le remplacement de pièces (poste C et D de l'acte d'engagement) sera utilisé l'indice trimestriel CPF 27 – équipements électriques publié sur le site de l'INSEE - valeur du dernier indice définitif connu à la date de révision - Identifiant INSEE : CPF 27 – équipements électriques », par application de la formule suivante : $P_n = P_o (I_n/I_o)$ selon les dispositions suivantes :

- P_n : prix révisé.
- P_o : prix des postes C et D
- I_o : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n (mois de la révision).

Après mise en œuvre de la formule, les prix révisés sont arrondis par excès ou par défaut au centime d'euro.

La variation de prix ne pourra être exécutée que sur l'accord de la PFRA.

ARTICLE 10. FACTURATION-DELAÏ DE PAIEMENT-AVANCE

10.1 Maintenance préventive

Le paiement des prestations annuelles de maintenance préventive est **à terme à échoir**. Ce paiement effectué par règlement annuel au protata temporis du nombre de mois de maintenance effectuée. Pour les administrations ayant plusieurs sites, une seule facture récapitulative devra être établie et devra détailler le montant HT de tous les sites.

Les factures ne pourront pas être adressées avant la première visite annuelle de maintenance préventive, sauf pour les centres hospitaliers, compte tenu de leurs délais de paiement.

La facturation doit être établie entre le 1er janvier et le 30 octobre sauf si le rattachement du site intervient après le 1^{er} octobre de l'année concernée.

Les factures sont adressées, soit via la plateforme CHORUS (obligatoire pour les services de l'Etat), soit aux adresses figurent sur le bon de commande. Lorsque les administrations regroupent plusieurs sites, l'adresse de facturation sera précisée en début de marché.

En cas d'année incomplète, le paiement sera effectué au prorata temporis.

La facture doit être établie par le titulaire en un seul original. Elle comporte obligatoirement les éléments minimums suivants:

- la référence du marché figurant sur l'acte d'engagement et son numéro CHORUS,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- son numéro de SIRET, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le site concerné et le lot du marché,
- la mention maintenance préventive,
- le montant de la prestation exécutée,
- le taux de tva et le montant des taxes,
- la date de facturation,
- les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

10.2 Prestations sur devis suite à bons de commande (maintenance corrective, remplacement/extension/création d'équipements/installation...)

La facturation de ces prestations, objets des bons de commande, est effectuée par le titulaire après admission desdites prestations.

Une facture doit être établie par le titulaire. Cette facture, établie en un seul original et un duplicata, comporte obligatoirement les éléments minima suivants:

- la référence du marché figurant sur l'acte d'engagement et son numéro CHORUS.
- le détail de la prestation exécutée, et sa date de réalisation
- **Les références des postes figurant dans les annexes de l'acte d'engagement (B1 pour le taux horaire d'un technicien par exemple...)**
- le numéro de SIRET, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le site concerné et référence du lot du marché
- le montant de la prestation exécutée,
- le taux et le montant des taxes,
- la date de facturation,
- Le prix total HT et TTC et comportera, par ailleurs, les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

10.3 Dématérialisation des factures

Le titulaire a l'obligation de procéder à l'envoi de leurs factures en mode dématérialisé auprès des services de l'Etat utilisant le dispositif CHORUS. Cet envoi dématérialisé est obligatoire pour les services de l'Etat. Il garantit un traitement plus efficace de la facturation et un suivi direct du paiement par le titulaire.

Les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail CHORUS factures accessible à l'adresse : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr/login/auth>

10.4 Solidarité

Il n'y a aucune solidarité entre le représentant du pouvoir adjudicateur et les services coordonnés et entre les membres du groupement de commande : chacun paye les prestations pour lesquelles il est engagé.

10.5 Règlement – délais de mandatement :

Le droit à règlement de la ou des facture(s) relative(s) à ce marché court à compter de la réception de la ou des factures par l'administration.

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours pour les services de l'Etat, 50 jours pour les autres établissements.

10.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai maximum global fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminués de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

10.7 Avance

Lorsque le montant initial d'un bon de commande est supérieur ou égal à 50 000 € hors taxe et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, une avance forfaitaire pourra être mandatée au titulaire du marché, sauf renonciation expresse de sa part exprimée sur l'acte d'engagement. Le taux de l'avance est de 20 % pour les services de l'Etat et 5 % pour les autres établissements.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixées par les services à la signature du bon de commande, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Pour les avances de 20%, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant TTC du marché, son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Dans les autres cas, l'avance est intégralement remboursée lorsque le montant TTC des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée.

ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, l'offre doit contenir le formulaire DC4.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial.

Cette formalité s'exécute sur le fondement de la présentation par le titulaire, de sa demande sur un formulaire DC4 téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr

Lors de la présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, les dispositions des articles 3.6.1. et 3.6.2. du C.C.A.G-F.C.S sont seules applicables. L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conduit le contrat de sous-traitance.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre :

- un acte spécial de sous-traitance (DC4) ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>)
- les preuves apportées par tous moyens de ses capacités professionnelles, techniques et économiques,
- une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de la situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés),
- une attestation de vigilance (lutte contre le travail dissimulé). L'attestation de vigilance comporte l'indication que le cotisant est à jour de ses obligations sociales (déclaration et paiement), la masse salariale déclarée et l'effectif de la dernière période déclarée. L'attestation de vigilance doit être fournie avec un extrait K-bis datant de moins de 3 mois, et une liste

nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail,

- un certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés,
- une attestation d'assurances couvrant sa responsabilité professionnelle

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la demande de paiement ou facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le sous-traitant.

ARTICLE 12. ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Dans un délai de huit jours à compter de la date de notification, et avant tout commencement d'exécution le titulaire ainsi que les cotraitants ou sous-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté:

- une assurance au titre de la responsabilité civile ;
- une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Les polices et attestations spécifiant que le titulaire est assuré pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique dans les bâtiments concernés seront fournies ensuite chaque année pendant la durée du marché.

ARTICLE 13. PENALITES

L'ensemble des pénalités prévues à l'article 12 pourra être appliquée par chaque service en appliquant des réfections lors du paiement des factures de maintenance préventive/corrective. Elles pourront être appliquées sans préavis ni mise en demeure par dérogation au CCAG. Il n'y a pas de montant minimum ni de plafond des pénalités, par dérogation au CCAG.

13.1 Pénalités pour retard d'intervention lors des opérations de maintenance préventive

Par dérogation au CCAG/FCS, tout retard, par rapport au planning et à la date limite figurant sur la fiche d'intervention émise conformément au programme annuel qui aura été arrêté entre le responsable de site et le titulaire, pourra être sanctionné par une pénalité journalière égale à 1% par jour ouvré de retard du montant hors taxes annuel du poste A du marché pour le site concerné.

13.2 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations correctives

Par dérogation au CCAG FCS, pour les prestations de dépannage, tout retard d'intervention, pourra être sanctionné par une pénalité de retard égale à 50 €/par heure de retard.

Par dérogation au CCAG FCS, pour les autres prestations curatives, tout retard d'établissement de devis, pourra être sanctionné par une pénalité de retard égale à 50 € par jour ouvré de retard.

Par dérogation au CCAG FCS, les pénalités seront dues à compter du premier euro.

13.3 Pénalités pour non remise de documents

Tout retard dans la remise des rapports d'intervention et autres rapports visés par le CCTP, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 30 €HT par jour ouvré de retard.

13.4 Réfaction en cas de mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution des prestations il sera fait application du CCAG-FCS.

ARTICLE 14. RESILIATION

Sans préjudice des stipulations du CCAG-FCS, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Les stipulations du C.C.A.G-F.C.S, relatives à la résiliation du marché, sont applicables de manière générale ; toutefois en complément de ces dispositions la résiliation du marché pourra intervenir :

- en cas de survenance d'anomalies, de manquements, de fourniture de produits ne répondant pas aux normes et exigences en la matière, ou de retards, le pouvoir adjudicateur en avisera le titulaire par lettre recommandée. A défaut d'obtempération immédiate, le marché sera résilié à ses torts et frais exclusifs. Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

- en cas de non-respect des normes de sécurité, notamment pour l'absence répétée de port des équipements de protection individuelle et tout autre prise de risque à l'encontre de la sécurité des personnes et des biens.

- lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R 2343-11 à R 2341-13 du code de la commande publique sont inexacts ou ne sont pas produits dans les délais impartis.

Cette résiliation peut être limitée à certains sites du marché.

ARTICLE 15. EXCLUSIVITE

L'accord-cadre n'accorde pas d'exclusivité totale à son titulaire, sauf pour la maintenance préventive des sites du SGC (prestations correspondant au poste A de l'acte d'engagement).

Pour la maintenance corrective, en cas de devis manifestement trop onéreux au regard de la prestation attendue, le bénéficiaire peut faire appel à d'autres prestataires qu'il mettra en concurrence, dans le respect du code de la commande publique.

De même, pour les prestations de remplacement/extension/création d'équipements/installations, en cas de devis manifestement trop onéreux au regard de la prestation attendue, le bénéficiaire peut faire appel à d'autres prestataires qu'il mettra en concurrence, dans le respect du code de la commande publique.

ARTICLE 16. LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige le droit français est seul applicable.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ARTICLE 17. REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à mettre en place une médiation en saisissant par courriel le médiateur des entreprises de la région Corse :

Médiateur des entreprises DREETS de Corse
Chemin du Loretto 20000 Ajaccio

ARTICLE 18. JURIDICTIONS COMPETENTES EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Bastia, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

ARTICLE 19. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est décidé de faire application des dispositions des articles L 2112-2 et L 2112-3 du code de la commande publique incluant dans le cahier des clauses administratives particulières de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause est applicable avec l'objectif de **200 heures annuelles d'insertion par lot**.

Le titulaire du ou des lots devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

19.1 Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale.

Sont éligibles les personnes présentant les caractéristiques suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée inscrits à Pôle Emploi ou en recherche d'emploi depuis plus de 12 mois ;
- les allocataires du R.S.A en recherche d'emploi ;
- les publics reconnus comme travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'allocation d'invalidité, ou de l'allocation veuvage ;
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualifications infra niveau 3 (soit inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeune ;
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire ;
- les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

19.2 Les modalités de mise en œuvre.

La clause sociale est insérée comme une condition d'exécution du marché (article L 2112-2 et L 2112-3 du code de la commande publique).

Trois solutions sont proposées au titulaire :

La mise à disposition de salarié (entreprise de travail temporaire d'insertion...) ;

L'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché ;

Le recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA) ;

19.3 L'insertion pendant et à l'issue du marché et les modalités de contrôle.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état de la mise en œuvre de la clause sociale.

Au cours de la prestation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion formées sur le chantier.

Le titulaire devra fournir tous les documents justifiant l'éligibilité et l'embauche des personnes recrutées dans le cadre de cette clause d'insertion. Par exemple, attestation Pôle emploi, contrat de travail...

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure à la plateforme des achats de Corse.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) la plateforme des achats de Corse. Dans ce cas, la plateforme des achats de Corse étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente un bilan de l'exécution de cette clause

ARTICLE 20. DEROGATIONS AU C.C.A.G - Fournitures Courantes et Services

L'article 8.5 du CCAP qui prévoit que les prix sont fermes et non révisables déroge à l'article 10 du CCAG FCS.

L'article 9.7 du CCAP qui exige la constitution d'une garantie à première demande pour pouvoir bénéficier d'une avance déroge au CCAG FCS.

L'article 12 du CCAP (pénalités) déroge au CCAG FCS

L'article 13 du CCAP (résiliation) déroge au CCAG FCS.

Le CCAP déroge à l'article 3.1.1 du CCAG FCS relatif à la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ANNEXE 1

Conditions d'accès dans les services de police, de gendarmerie, des centres de détention et des sites militaires

I CONDITIONS D'ACCES DANS LES SERVICES DE POLICE, GENDARMERIE

Liste nominative du personnel

Le titulaire devra fournir à la personne publique, dans un délai de 8 jours, la liste nominative du personnel. Cette liste sera soumise à l'approbation de l'administration et devra être tenue à jour mensuellement.

Il devra fournir en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans les établissements (état civil complet nom – prénoms-date et lieu de naissance – adresse- N° de téléphonique fixe et ou mobile).

Toutefois, les modifications pouvant intervenir dans la composition du personnel devront être notifiées à l'administration au moins huit jours avant, sauf en cas de maladie, le titulaire devra alors informer le service dans le délai le plus court.

Le personnel mis à disposition par le titulaire devra impérativement faire l'objet d'un agrément préalable de l'administration

Toutes les personnes accédant aux locaux de la police devront obligatoirement être détentrices de cet agrément ainsi que de leur carte d'identité.

Faute de respecter les règles ci-dessus, le titulaire ne pourra élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu de travail sans pouvoir en justifier la nécessité.

Comportement du personnel

Le personnel devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers. Il pourra être exclu s'il ne se conforme pas au règlement intérieur de l'établissement en ce qui concerne notamment la sécurité.

Confidentialité

L'administration soumet la totalité de l'exécution du marché à l'obligation du secret. Il est essentiel que les informations dont les opérateurs peuvent avoir connaissance, sur la nature des conversations ou sur la qualité des interlocuteurs, soient tenues secrètes.

Le titulaire s'engage, pour lui ou toute autre personne agissant pour son compte à tenir confidentielle toute autre communication de renseignement, document, objet quelconque, que celle expressément prévue au présent contrat, et à ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

A cette fin, le titulaire prend notamment les mesures appropriées pour garantir, en toutes circonstances, la protection des documents de toute nature qui lui sont fournis par l'administration, en vue d'exécuter les prestations.

Tout manquement à l'obligation du secret, ainsi que toute disparition momentanée ou irréversible des documents précités, justifie la mise en œuvre immédiate, à l'encontre du titulaire, des poursuites prévues par les articles 77, 80-3, 378 et 410 du Code pénal.

Tout incident en la matière doit impérativement être porté, dans les plus brefs délais, à la connaissance du pouvoir adjudicateur du marché ou de son représentant.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes, de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Les règles établies pour la gestion des documents concernant la protection contre les actes de malveillance doivent faire l'objet d'une note communiquée au titulaire. Ce dernier doit faire signer par son personnel une reconnaissance formelle de responsabilité relative à la confidentialité des informations fournies par l'administration lors de l'exécution des prestations.

De plus, le personnel du titulaire est soumis aux règles de sécurité, applicables aux agents de l'administration, aux instructions particulières éventuelles données par l'administration au titulaire, et au secret professionnel sur tout ce qu'il peut être amené à connaître sur la vie des services.

Le titulaire sera tenu à une stricte obligation de confidentialité pour toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de ses prestations. Le titulaire s'engage à cet égard, à obliger son personnel à la plus grande discrétion dans le cadre des prestations qu'il effectuera, ainsi qu'à une obligation de confidentialité souscrite dans les termes définies ci-dessus. Cette obligation de confidentialité se poursuivra après l'expiration du présent marché sans limitation de durée.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le client ou la personne affectée peut prétendre.

II CONDITIONS D'ACCES DANS LES CENTRES DE DETENTION

1 - DISPOSITIONS GENERALES

Article D 265 du code de procédure pénale

“Le chef d'établissement doit veiller à une stricte de application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement.”

Article D 268 du code de procédure pénale

“A ce titre, il prendra les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition du chantier, la fermeture des portes ou passages, les circuits de circulation, ainsi que leur éclairage.”

Article D 277 du code de procédure pénale

“Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire , des photographies , croquis , prises de vue et enregistrements sonores , se rapportant à la détention. Cette autorisation peut être délivrée par le Directeur Régional des Services Pénitentiaires pour les établissements se rapportant à sa compétence territoriale , et par le Ministre de la Justice lorsque l'autorisation concerne des établissements sur l'étendue du territoire national.

2 - CONTACTS AVEC LES DETENUS

Article D 220 du code de procédure pénale

“Il est interdit aux personnes ayant accès dans la détention :

- de se livrer à des actes de violence sur les détenus ;*
- d'user à leur égard, soit de dénominations injurieuses, soit de tutoiement, soit de langage grossier ou familial ;*
- de fumer «dans les lieux fermés et couverts affectés à un usage collectif, sous réserve de ceux spécialement aménagés à cet effet» ou de boire à l'intérieur de la détention ou d'y paraître en état d'ébriété ;*
- d'occuper sans autorisation les détenus pour leur service particulier ;*
- de recevoir des détenus ou des personnes agissant pour eux aucun don ou avantage quelconque ;*
- de se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci ;*
- de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre eux ou avec le dehors, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques hors des conditions et cas strictement prévus par le règlement ;*
- d'agir de façon directe ou indirecte auprès des détenus pour influencer sur leurs moyens de défense et sur le choix de leur défenseur.”*

Article D 274 du code de procédure pénale

“L'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques doit être expressément autorisée par le chef d'établissement et être soumis au contrôle de l'administration. Le non-respect de ces dispositions entraîne la communication de l'infraction à l'autorité judiciaire en vue de l'application éventuelle des poursuites légales prévues à l'article 248 du Code Pénal.”

Article D 430 du code de procédure pénale

“La sortie des écrits faits par un détenu en vue de leur publication ou de leur divulgation, sous quelque forme que ce soit, ne peut être autorisée que par décision ministérielle.”

A ce titre, une fiche de consignes de sécurité individuelle sera signée par chaque personne. Le modèle se trouve en annexe 1bis du CCAP.

3 - MODALITES D'OBTENTION DES AUTORISATIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS

Article D 278 du code de procédure pénale

“Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité. La pièce d'identité produite par les personnes peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie.”

En vue de l'obtention des autorisations d'accès, le titulaire devant intervenir dans l'établissement, adressera au chef d'établissement, au minimum 15 jours à l'avance, une liste nominative de toutes les personnes appelées à rentrer sur le site.

L'administration Pénitentiaire se réserve le droit de refuser l'accès à certaines personnes sans que cette dernière ne puisse prétendre à une indemnité ou à une quelconque compensation.

4 - CONDITIONS D'ACCES A L'ETABLISSEMENT

A l'entrée, la pièce d'identité sera déposée à la porte et sera rendue au moment de la sortie. Sauf dispositions contraires de l'établissement, un laissez-passer pour les entreprises intervenant ponctuellement sera donné en échange. Il sera à remettre à chaque sortie.

Toute personne entrant dans l'établissement sera soumis au contrôle d'un portique de détection. Les sacs, pochettes... devront être ouverts aux fins de vérification.

Il est interdit à toute personne pénétrant dans un établissement pénitentiaire de garder sur elle un téléphone portable, ou un appareil récepteur de messages alphanumériques (alphanumérique ou autres...)

Le personnel de l'entreprise ne pourra circuler que sur le lieu même du ou futur chantier et toujours sous le contrôle d'un agent de l'établissement désigné à cet effet.

Tous les véhicules des entreprises ou toutes personnes qui se présenteront à l'entrée de l'établissement, sans que les responsables de l'établissement en soient avertis, ne seront pas autorisés à pénétrer à l'intérieur de l'établissement.

Le titulaire prendra ses dispositions pour avertir ses fournisseurs. Il ne pourra pas prétendre à des indemnités ou à des compensations pour les retards que cette situation pourrait engendrer.

A ces dispositions générales s'ajoutent des dispositions propres à l'établissement que l'entreprise s'engage à respecter et une notice de consignes particulières rappelant les mesures d'ordre intérieur en vigueur dans l'établissement destiné au titulaire du marché. Celui-ci s'engagera à respecter les clauses de confidentialité qui y figurent.

Par ailleurs, le titulaire recevra des consignes de sécurité en cas d'alarme pénitentiaire. A charge pour lui de rappeler ces informations aux membres de son équipe.

Le Chef d'établissement pourra interdire l'accès à l'établissement des personnes qui ne respecteront pas ces règles, indépendamment des poursuites judiciaires qu'il pourra engager à l'encontre de ces personnes, sans que l'entreprise puisse prétendre à une indemnité ou une quelconque compensation.
--

